

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GENEVOIS**  
**Bâtiment Athéna - Technopole d'ARCHAMPS - 74160 ARCHAMPS**

**L'an deux mil vingt-trois, le seize octobre à vingt heures,**

le **Conseil communautaire**, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans les locaux du Centre de Convention à Archamps, sous la Présidence de Monsieur Pierre-Jean CRASTES, Président.

Nombre de membres :  
 en exercice : 49  
 présents : 38  
 procurations : 3  
 votants : 40

**PRESENTS** : G. ZORITCHAK, S. BEN OTHMANE, Nathalie LAKS, Nicolas LAKS, P.J. CRASTES, T. ROSAY, V. LECAQUE, C. CACOUAULT, P. CHASSOT, S. KARADEMIR, E. ROSAY, M. GRATS, M. SALLIN, M. MERMIN, C. VINCENT, L. VESIN, D. ROULLET, V. LECAUCHOIS, J. BOUCHET, S. LOYAU, M. DE SMEDT, I. ROSSAT-MIGNOD, D. CHAPPOT, J. CHEVALIER, J.C. GUILLON, D. BESSON, P. DURET, E. BATTISTELLA, J-P. SERVANT, B. FOL, A. MAGNIN, H. ANSELME, J. LAVOREL, L. JACQUET, F. DE VIRY, M. SECRET, C. MERLOT, F. GUILLET

**REPRESENTES** : A. RIESEN par S. BEN OTHMANE, G. NICOUD par D. BESSON, C. DURAND par A. MAGNIN

**SUPPLEES** : A. CUZIN par T. ROSAY, L. DUPAIN par D. ROULLET

**EXCUSES** : A. AYEB, F. BENOIT

**ABSENTS** : M. GENOUD, J-L. PECORINI, D. JUTEAU, S. DUBEAU, M-N. BOURQUIN, L. CHEVALIER

Date de convocation :  
 10 octobre 2023

Secrétaire de séance : Madame VINCENT Carole

**Délibération n° 20231016\_cc\_tran\_117**

**8.8. ENVIRONNEMENT**

**CREATION D'UNE SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF (SCIC)  
 POUR SOUTIEN A L'INSTAURATION MARAICHERE : CEINTURE VERTE DE HAUTE-SAVOIE**

Le Conseil,

*Vu l'exposé de Monsieur Mermin, 1er Vice-Président,*

La Communauté de Communes du Genevois (CCG) a obtenu en mars dernier la labellisation « Projet Alimentaire Territorial en émergence ».

Le Projet Alimentaire Territorial du Genevois vise, entre autres, à contribuer au développement d'une filière agricole locale qui valorise la qualité des produits et les pratiques concourant à la transition écologique du territoire. Une des actions identifiées lors des groupes de travail par les acteurs est d'aider des maraîchers à s'installer durablement.

Cette action contribuerait, également, à répondre aux obligations incombant aux collectivités :

- 50 % de produits locaux ou sous signes d'origine et de qualité (dont des produits bio) dans la restauration collective.
- Développement des menus végétariens dans les cantines.

L'objectif de la Ceinture Verte est d'accélérer l'installation et la pérennisation de fermes de proximité en circuits courts, en intervenant à trois niveaux :

- Identification et portage financier du foncier.
- Financement d'un outil de production performant (bâtiment, tunnels, irrigation).
- Accompagnement technico-économique des exploitants par des conseillers et des tuteurs de proximité.

Le réseau compte actuellement cinq sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) actives : Pau Béarn Pyrénées, Drôme, Terroir de Limoges, Clermont-Auvergne et Le Havre Seine. La tête de réseau, Ceinture Verte Groupe, fournit un appui opérationnel aux territoires souhaitant créer des SCIC et à celles existantes.

Les coopératives existantes fonctionnent sur le modèle suivant :

- Elles associent les acteurs du territoire (collectivités locales, structures de développement, organismes de formation, transformateurs et distributeurs, investisseurs solidaires) et les futurs producteurs.
- Elles acquièrent du foncier (achat ou via un bail emphytéotique), l'équipent et le mettent à disposition de porteurs de projet en maraîchage diversifié avec un accompagnement technico-économique. L'offre type est de 2 ha de surface agricole utile (SAU) avec 1 500 m<sup>2</sup> de tunnel, 100 m<sup>2</sup> de bâtiment d'exploitation et un système complet d'irrigation. Autant que possible, les opérations sont regroupées par lot de 2 ou 3 sur des parcelles attenantes afin de mutualiser les investissements et de réduire l'isolement.
- Les investissements sont financés par emprunts bancaires, à hauteur de 90 000 € par ferme, et subventions à l'investissement agricole classiques en complément. Les maraîchers versent aux coopératives une cotisation leur permettant de couvrir le coût des remboursements et de l'accompagnement, dont le montant actuel est de 750 €/mois. Cette cotisation est progressive les trois premières années.
- Les producteurs s'installent comme chefs d'exploitation indépendants. Ils participent à la gouvernance des coopératives comme associés.
- L'objectif est de permettre aux producteurs d'atteindre un niveau de rémunération égal au SMIC le plus rapidement possible et au salaire médian en rythme de croisière.

La création d'une SCIC permettrait ainsi de pallier le manque d'expérience sur la filière maraîchère et d'être rapidement opérationnelle. Elle répond à un besoin, notamment celui des agriculteurs hors cadre familial rencontrant des difficultés d'accès à l'emprunt bancaire et au foncier. Elle offrira aux candidats maraîchers, formés notamment au sein des fermes tests, la possibilité de trouver des opportunités foncières et de sécuriser leur parcours d'installation.

Il est donc proposé de créer, en partenariat avec Ceinture Verte Groupe et la Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc, une SCIC dénommée « Ceinture Verte de Haute-Savoie », société anonyme à capital variable dont l'objet social sera de contribuer au développement d'une filière agricole locale valorisant la qualité des produits et les pratiques concourant à la transition écologique du territoire.

Il est rappelé que les SCIC doivent comprendre au minimum trois catégories d'associés et fonctionnent selon un processus décisionnel spécifique à savoir que chaque sociétaire dispose d'un droit de vote dans toutes les assemblées avec une voix, quelle que soit sa participation au capital. Lorsque des collèges sont créés, ce principe coopératif trouve à s'appliquer au sein des collèges, auxquels des quotas de droit de vote compris entre 10 % et 50 % sont attribués.

Il est proposé que cinq collèges soient créés au sein de la SCIC « Ceinture Verte de Haute-Savoie » et que la répartition des quotas de droits de vote pour les assemblées générales et du nombre de sièges au Conseil d'administration soit la suivante :

Collège	Voix aux assemblées générales	Nombre de sièges minimum/maximum au Conseil (3 à 11 membres)
Fondateurs	45 %	2/3
Producteurs	25 %	0/2
Partenaires	10 %	0/2
Collectivités territoriales et leurs groupements	10 %	0/2
Investisseurs	10 %	0/2

La SCIC « Ceinture Verte de Haute-Savoie » est un outil qui articulera son intervention avec les autres structures et acteurs compétents en la matière, notamment sur les aspects de détection et de maîtrise du foncier agricole. En cela, elle s'inscrit dans une gestion collégiale et de confiance entre les acteurs publics et agricoles qu'ils soient représentés au sein de la SCIC Ceinture Verte de Haute-Savoie (Chambre d'agriculture, intercommunalités, Département, Groupe Ceinture Verte) ou non (acteurs associés au Comité Local Foncier Installation local (CLIF), SAFER).

Ces convictions partagées sur le développement territorial agricole réunissent les différents acteurs pour former la SCIC. Le statut coopératif apparaît le mieux approprié pour la mise en place de ce projet novateur, en associant chacun à leur place respective et complémentaire dans ce projet collectif.

Cette mutualisation sera formalisée au moyen d'une société coopérative d'intérêt collectif, dont plusieurs intercommunalités ont vocation à devenir actionnaires, aux côtés du Conseil départemental, du Groupe Ceinture Verte, de la Chambre d'Agriculture et d'autres organismes professionnels agricoles.

*Vu le code général des collectivités territoriales, notamment L2253-1,*

*Vu la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés à capital variable, codifiée à l'article L231-1 et suivant du code de commerce,*

*Vu la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des SCIC,*

*Vu le projet de statuts de la SCIC,*

*Vu les statuts de la Collectivité, et notamment la protection et mise en valeur de l'environnement,*

*Vu le projet de territoire 2020-2026 adopté par délibération n° 20211213\_cc\_adm114 du Conseil communautaire du 13 décembre 2021, et notamment sa fiche n° 7 mise en place d'une stratégie de développement économique favorisant la création d'emplois,*

*Vu l'avis du Bureau communautaire réuni le 02 octobre 2023,*

## DELIBERE

**Article 1 :** autorise la prise de participation au sein de la SCIC Ceinture Verte de Haute-Savoie.

**Article 2 :** approuve les statuts de la SCIC Ceinture Verte de Haute-Savoie annexés à la présente délibération.

**Article 3 :** fixe la participation de la CCG au capital de la société à hauteur de 20 000 €, et la souscription de 200 actions de 100 € chacune, étant précisé que les crédits correspondants seront inscrits au budget principal – exercice 2024 – chapitre 27 - autres immobilisations financières

**Article 4 : libère** la totalité de la participation de la CCG dès la constitution de la société.

**Article 5 : autorise** le Président à réaliser, au nom de la CCG, l'ensemble des formalités requises par la création et la participation à cette SCIC Ceinture Verte de Haute-Savoie, et à signer tout document relatif à cette création.

**Article 6 : désigne** Monsieur Michel Mermin pour représenter la CCG à l'assemblée générale des actionnaires.

- ADOPTE -

VOTE : POUR : 40  
CONTRE : 0  
ABSTENTION : 0  
NON VOTANT : 1 (M. MERMIN)

Le Président certifie exécutoire cette délibération

Télétransmise le :

Publiée électroniquement le :

La secrétaire de séance  
Carole VINCENT



Le Président,  
Pierre-Jean CRASTES



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président ou d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou sa notification.

---

## CEINTURE VERTE DE HAUTE-HAUTE-SAVOIE

---

Société coopérative d'intérêt collectif

Société Anonyme à capital variable

Siège social :

Maison de l'Agriculture et de la forêt - 52 Av. des Îles, 74000 Annecy

(la « Société »)

---

### STATUTS

---

## PRÉAMBULE

En créant une société coopérative d'intérêt collectif, les associés souhaitent contribuer au développement d'une filière agricole locale qui valorise la qualité des produits et les pratiques concourant à la transition écologique du territoire.

L'objectif premier de la coopérative, complémentaire d'autres initiatives engagées sur le territoire en faveur de la relocalisation alimentaire et du renouvellement des générations agricoles, est de faciliter l'installation de nouveaux agriculteurs en maraîchage diversifié, en leur assurant les conditions d'un revenu disponible accru, gage d'installations pérennes.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des réflexions engagées depuis plusieurs années sur les questions alimentaires notamment à travers la mise en place de projets alimentaires territoriaux et plus largement de démarches en faveur du développement des circuits courts.

Les associés souhaitent à cette fin favoriser les coopérations dans les domaines suivant :

- Le développement d'une agriculture intégrant les enjeux environnementaux, dans le souci de la préservation des ressources en eau, du sol et de la biodiversité ;
- Le développement de circuits de distribution courts irriguant la restauration hors domicile et au domicile, en demi-gros, et au détail ;
- La limitation de l'étalement urbain, la préservation et la valorisation du foncier agricole dans le cadre d'une agriculture nourricière ;
- La facilitation de l'accès au foncier pour les porteurs de projets agricoles et plus globalement l'accompagnement à l'installation ou à la reprise d'exploitation ;
- L'alimentation comme facteur de développement local et d'attractivité du territoire.

La coopérative est ouverte à tous les acteurs du territoire et a vocation à associer, aux côtés des producteurs, des acteurs ayant des points de vue différents sur les modèles agricoles à développer mais partageant la volonté commune d'œuvrer opérationnellement en faveur de l'installation d'une nouvelle génération d'agriculteurs sur le territoire.

Ces différences trouvent notamment à s'exprimer entre les structures de développement agricole généralistes, accompagnant tout projet indépendamment du mode de production, et les acteurs de la filière bio, concentrés sur le mode de production certifié agriculture biologique.

Les candidats à l'installation ayant le plus de difficultés à s'installer sont aujourd'hui principalement hors cadre familial et leurs projets orientés vers des fermes en bio, constat qui conduit à se focaliser sur ce modèle, avec des effets structurants (formations, tuteurs et accompagnement technique, subventions, priorité d'accès au foncier, débouchés...) et la nécessité d'un ancrage dans cette filière au travers des partenaires associés.

Conformément à l'objet coopératif, les associés entendent toutefois faire primer dans leur action la réussite des installations, chaque associé s'engageant selon son champ d'expertise pour la réussite des porteurs de projets et de leur exploitation. Les types et les modes de production resteront ouverts, afin de permettre, en fonction de l'évolution des flux de porteurs de projets (bio ou conventionnels), et des évolutions de marché notamment, de continuer à répondre aux enjeux de l'installation et de la viabilité économique des fermes.

Les associés s'accordent ainsi sur le fait que les installations se feront en priorité en bio, que tout terrain qui aura été cultivé en bio ne pourra pas être déconverti mais que, dans le cas où sur un nouveau terrain, une installation en bio ne trouve pas de candidats, et s'il y a des candidats en conventionnel, l'installation pourra se faire en conventionnel. Les associés prendront leurs décisions sur cette base, en s'efforçant de rechercher le consensus dans tous les actes de gestion de la coopérative.

La SCIC Ceinture Verte de Haute-Savoie est un outil qui articulera son intervention avec les autres structures et acteurs compétents en la matière, notamment sur les aspects de détection et de maîtrise du foncier agricole. En cela, elle s'inscrira dans une gestion collégiale et de confiance entre les acteurs publics et agricoles qu'ils soient représentés au sein de la SCIC ou non (acteurs associés au Comité Local Foncier Installation (CLIF), SAFER...).

## TITRE I

### FORME – DÉNOMINATION – DURÉE – OBJET – SIÈGE SOCIAL

#### Article 1 : Forme sociale

Il existe entre les soussignés, et il existe entre eux et ceux qui deviendront par la suite sociétaires, une société anonyme coopérative d'intérêt collectif à capital variable (la « **Société** »), régie par :

- les présents statuts ;
- la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre II ter portant statut des SCIC, et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- les articles du Code de commerce L. 225-1 et suivants applicables aux sociétés anonymes ;
- les articles L. 231-1 à L. 231-8 du Code de commerce applicable aux sociétés à capital variable ;
- les articles du Code civil 1832 à 1844-17 du Code civil fixant le cadre juridique général des sociétés ;
- la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, et le décret n° 2015-719 du 23 juin 2015 relatif à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » régi par l'article L. 3332-17-1 du Code du travail ainsi que par les articles R. 3332-21-1 et suivants du même code ;
- le décret n° 2015-706 du 22 juin 2015 pris en application des articles 25-1 à 25-5 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et relatif aux conditions d'agrément des réviseurs coopératifs et aux conditions et modalités d'exercice de leurs fonctions ;
- ainsi que toute autre loi et règlement en vigueur.

#### Article 2 : Dénomination sociale

Cette Société prend la dénomination de : CEINTURE VERTE DE HAUTE-SAVOIE

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société anonyme coopérative d'intérêt collectif à capital variable » ou des initiales « SCIC SA à capital variable » suivie du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

#### Article 3 : Objet social

La Société a pour objet de contribuer au développement d'une filière agricole locale qui valorise la qualité des produits et les pratiques concourant à la transition écologique du territoire. Cet objectif se réalise notamment à travers les activités suivantes :

- la production maraîchère et le maintien des surfaces agricoles en état d'être cultivées,
- l'acquisition et la gestion de biens immeubles,
- la location de foncier et de bâti agricole,
- la recherche et développement agronomique,
- l'assistance technique aux agriculteurs,
- la fourniture et la mise à disposition de matériel de production,
- la fourniture de semences et semis,
- l'ingénierie de subventions,
- la fourniture de systèmes d'information de planification et de distribution agricole,
- la sélection de produits alimentaires et leur distribution en semi-gros et au détail, et toute activité de promotion y contribuant.

Et toutes activités annexes, connexes et complémentaires s'y rattachant, directement ou indirectement, et toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social.

#### **Article 4 : Siège social**

Le siège social est fixé à la Maison de l'Agriculture et de la forêt - 52 Av. des Îles, 74000 Annecy.

Il peut être transféré en Haute-Savoie par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et dans tout autre lieu par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

En cas de transfert décidé par le Conseil d'Administration, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence.

#### **Article 5 : Durée**

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

PROJET

## TITRE II

### CAPITAL SOCIAL

#### Article 6 : Capital social initial, par catégorie d'apporteurs

Le capital social initial est fixé à **xxx** €.

Il est divisé en **xxx** parts de cent (100) euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les sociétaires proportionnellement à leurs apports.

Le nombre minimum de parts détenues par chaque sociétaire est fixé à dix (10).

Le capital est réparti entre les différents types de sociétaires de manière suivante :

#### Catégorie « Fondateurs »

Dénomination / État civil	Nombre de parts	Apport
<b>Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc</b> Représentée par .....	<b>1000</b>	<b>100 000</b>
<b>Groupe Ceinture Verte France</b> Représentée par .....	<b>200</b>	<b>20 000</b>

#### Catégorie « Producteurs »

Dénomination / État civil	Nombre de parts	Apport
<b>La Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc en sa</b> <b>qualité de porteur de parts (Convention de portage)</b> Représentée par .....	<b>10</b>	<b>1000</b>

#### Catégorie « Partenaires »

Dénomination / État civil	Nombre de parts	Apport
<b>Partenaires</b>	<b>10</b>	<b>1000</b>

**Catégorie « Collectivités territoriales et leurs groupements »**

Dénomination / État civil	Nombre de parts	Apport
EPCI XXX	10	1000

**Catégorie « Investisseurs »**

Dénomination / État civil	Nombre de parts	Apport
....	....	....

**Article 7 : Variabilité du capital social**

Le capital social est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les sociétaires, soit par l'admission de nouveaux sociétaires.

Il peut diminuer à la suite de démissions, exclusions ou décès, ou remboursements dans les cas prévus par la loi ou les statuts ou déterminés par le Conseil d'Administration, et dans les limites et conditions prévues aux articles 8 et 14.

**Article 8 : Capital minimum**

Le capital social ne peut être réduit, du fait de remboursements, au-dessous du quart du capital social le plus élevé atteint depuis la constitution de la Société.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

**Article 9 : Parts sociales**

a) Valeur nominale

Le capital social est divisé en parts sociales égales de cent (100) euros de valeur nominale chacune.

La valeur nominale des parts sociales peut être modifiée par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire sur proposition du Conseil d'Administration.

b) Souscription et libération

Les modalités de souscription de part(s) sociale(s) de capital sont fixées statutairement. Toute souscription donne lieu à la délivrance d'un bulletin unique cumulatif de souscription. Les parts sociales sont nominatives et indivisibles.

Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat doivent être intégralement libérées lors de la souscription, sauf dérogation expresse et préalable accordée par le Conseil d'Administration.

Par les présents statuts, il est conféré au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de recueillir les nouvelles souscriptions.

Les parts sociales doivent obligatoirement revêtir la forme nominative. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par la Société, laquelle ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle.

#### c) Agrément

Les parts sociales détenues par un sociétaire peuvent être transmises librement à un sociétaire de même catégorie. Elles ne peuvent en revanche être transmises à des tiers ou à des sociétaires d'une autre catégorie que sur agrément préalable du Conseil d'Administration.

Il est ici précisé que « transmission » signifie toute opération emportant mutation de manière immédiate ou différée de la propriété (ou de la nue-propriété ou de l'usufruit) d'une part sociale, toute renonciation à un droit préférentiel de souscription ou d'attribution d'une part sociale ainsi que tout nantissement d'une part sociale.

Le sociétaire cédant doit notifier par lettre recommandée avec accusé de réception une demande d'agrément au Président du Conseil d'Administration en indiquant les nom, prénom (ou la dénomination sociale) et adresse du cessionnaire, le nombre de parts sociales dont la transmission est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président du Conseil d'Administration aux membres du Conseil d'Administration.

La décision du Conseil d'Administration portant agrément ou refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au sociétaire cédant par lettre recommandée. Le refus d'agrément peut résulter soit d'une décision expresse, soit d'un défaut de réponse dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande conformément aux dispositions ci-dessous.

En cas d'agrément, le sociétaire cédant peut réaliser librement la transmission aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les parts sociales soit par un sociétaire ou par un tiers (sous réserve que ce sociétaire ou ce tiers soit lui-même agréé dans les conditions du présent article), soit par la Société en vue de leur annulation.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

#### d) Transmission et annulation

Les parts sociales des sociétaires exclus sont automatiquement annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions fixées à l'article 14 ci-dessous. Les parts sociales des sociétaires décédés sont automatiquement transmises à leurs ayant-droits sans que la procédure d'agrément mentionnée ci-dessus ne trouve à s'appliquer.

#### e) Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque sociétaire dispose d'une voix aux assemblées générales de la Société. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et au règlement intérieur, le cas échéant. Les sociétaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les intérêts éventuels sont distribués proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chaque sociétaire.

### **Article 10 : Avances en compte courant**

Les sociétaires peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en comptes courants. Les montants et les conditions de mise à disposition et de retrait de ces avances sont déterminés d'un commun accord entre le sociétaire intéressé et le Président du Conseil d'Administration dans le respect des limites légales, et font l'objet d'une convention bipartite déterminant la durée du blocage, les modalités de remboursement et la rémunération du compte-courant.

En dessous d'une somme globale de trente mille (30 000) euros, les conditions de mise à disposition et de retrait de ces avances sont déterminées d'un commun accord entre le sociétaire intéressé et le Président du Conseil d'Administration dans le respect des limites légales. Une décision de l'Assemblée Générale Ordinaire est obligatoire à compter d'une somme globale (cumulée) de trente mille (30 000) euros. Une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire est obligatoire à compter d'une somme globale de plus de cent mille (100 000) euros.

## **TITRE III**

### **ASSOCIÉS - ADMISSION – RETRAIT**

#### **Article 11 : Condition légale – Catégories de sociétaires**

##### a) Conditions légales

La loi impose que les sociétés coopératives d'intérêt collectif comprennent au moins trois catégories d'associés, parmi lesquelles figurent obligatoirement les personnes qui bénéficient habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative et les salariés ou, en l'absence de personnes salariées au sein de la coopérative, les producteurs de biens et services de la coopérative.

La Société répond à cette obligation légale lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant la durée de son existence.

Si, au cours de l'existence de la Société, l'un de ces trois types de sociétaires vient à disparaître, le Président du Conseil d'Administration devra convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

##### b) Catégories

Peut être sociétaire de la Société toute personne physique ou morale ayant un intérêt dans l'activité ou souhaitant contribuer au développement de l'activité de la Société.

Chaque sociétaire relève d'une des catégories listées ci-dessous, en fonction de son statut et des liens qui l'unissent avec la Société :

- Les « Fondateurs » : toute personne physique ou morale acteur clé du projet et mettant en œuvre l'objet social de la Société.
- Les « Producteurs » : toute personne physique ou morale étant consommatrice des biens et services de la Société.
- Les « Partenaires » : toute personne physique ou morale partenaire de la Société.
- Les « Collectivités territoriales et leurs groupements » : toute collectivité territoriale, groupement de collectivités territoriales et structure publique impliqué dans la Société.
- Les « Investisseurs » : toute personne physique ou morale qui apporte des ressources financières à la Société, sous forme de capital, prêt ou autres.

S'il y a changement de statut du sociétaire dans l'année, le sociétaire change de catégorie à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

### **Article 12 : Conditions d'admission au sociétariat**

Le candidat adresse, par écrit, sa candidature au Président du Conseil d'Administration, en précisant le volume de parts sociales qu'il souhaite souscrire accompagné du paiement correspondant.

La candidature est proposée à la validation du Conseil d'Administration dans un délai de trente (30) jours.

En cas d'acceptation de la candidature par le Conseil d'Administration et après un délai de trente (30) jours, le candidat acquiert la qualité de sociétaire et reçoit, après libération des sommes souscrites, un certificat de part(s) sociale(s).

En cas de rejet de la candidature par le Conseil d'Administration, le candidat peut représenter, s'il le souhaite, sa candidature à la plus proche Assemblée Générale Ordinaire.

La candidature ne recueillant pas la majorité des suffrages (du Conseil d'Administration ou de l'Assemblée Générale Ordinaire, selon le cas) est rejetée. Les sommes souscrites et effectivement libérées sont remboursées conformément à la loi et aux présents statuts.

Le conjoint d'un sociétaire n'a pas, en tant que conjoint, la qualité de sociétaire. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts de la Société et du règlement intérieur, le cas échéant.

### **Article 13 : Sortie des sociétaires**

La sortie d'un sociétaire est possible après réception de la notification de l'événement à la Société laquelle doit intervenir au plus tard le 31 décembre, dans les limites découlant des articles 8 et 14 selon les modalités suivantes :

- par la démission de la qualité de sociétaire, notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception au Président du Conseil d'Administration, au plus tard le 31 décembre, ladite démission prenant effet lors de la tenue de la prochaine assemblée générale de la Société ;
- par le décès du sociétaire, étant précisé que la date d'effet des conditions de son retrait devra être abordée lors de la tenue de la prochaine Assemblée Générale de la Société suivant la constatation du décès.
- par exclusion prononcée en Assemblée Générale Extraordinaire et dans le respect du principe du contradictoire, dans les cas où un sociétaire a causé un préjudice matériel ou moral à la Société.

La décision d'exclusion d'un sociétaire est prise en Assemblée Générale Extraordinaire , sur proposition du Conseil d'Administration, et ne peut résulter que d'un acte du sociétaire concerné ayant causé un préjudice matériel ou moral à la Société. L'Assemblée Générale Extraordinaire apprécie librement l'existence et l'étendue du préjudice. La décision rendue n'aura aucune incidence sur les dommages et intérêts auxquels la Société pourrait prétendre. Le sociétaire dont l'exclusion est proposée doit être entendu par l'Assemblée Générale Extraordinaire et par le Président du Conseil d'Administration préalablement à la délibération de celui-ci portant sur son exclusion et prend part à cette délibération.

La qualité de sociétaire se perd de plein droit, dès que le sociétaire cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12 pour présenter sa candidature (sauf à ce qu'il remplisse les conditions pour demeurer sociétaire au titre d'une autre catégorie). La date de perte de plein droit de la qualité de sociétaire intervient pour les autres sociétaires lors du constat de la disparition de la condition prévue à l'article 12. Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celle de l'article 8.

#### **Article 14 : Remboursement des parts sociales**

##### a) Montant des sommes à rembourser

Le remboursement des parts sociales se fait à la valeur nominale de celles-ci. Le remboursement sera réduit des pertes des exercices en cours et/ou antérieurs. Il est convenu que les pertes s'imputent prioritairement sur les réserves statutaires.

##### b) Pertes survenant dans le délai d'un an

S'il survenait au cours de l'année suivant la perte de la qualité de sociétaire des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé appartenait à la Société, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts sociales de l'ancien sociétaire auraient déjà été remboursées, la Société serait en droit d'exiger le reversement du trop perçu.

##### c) Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité de sociétaire. Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts sociales ne sont effectués qu'à concurrence des souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital à ce minimum.

##### d) Délai de remboursement des parts sociales

Sous réserve des dispositions de l'article 14.c), les anciens sociétaires ne peuvent exiger le remboursement de leurs parts sociales avant un délai de cinq (5) ans. Le montant dû aux anciens sociétaires portera intérêt à un taux fixé par le Conseil d'Administration en début d'exercice social ; ce taux ne pouvant être inférieur au taux du Livret A en vigueur à la date de la décision du Conseil d'Administration. L'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider de remboursements anticipés, en veillant à ne pas produire de situations inégalitaires.

## TITRE IV

### COLLÈGES - RÔLE - MODIFICATION DES COLLÈGES

#### Article 15 : Rôle et fonctionnement

La loi dispose que les statuts d'une société coopérative d'intérêt collectif peuvent déterminer la répartition des sociétaires dans chacun des collèges et le nombre de voix dont disposent les collèges au sein de cette assemblée, sans toutefois qu'un collège puisse détenir à lui seul plus de 50 % du total des droits de vote ou que sa part dans le total des droits de vote puisse être inférieure à 10 % de ce total et sans que, dans ces conditions, l'apport en capital constitue un critère de pondération.

Un collège n'est pas une organisation juridique titulaire de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à ses membres. Il s'agit d'un moyen d'organisation des droits de vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des membres. Les membres des collèges peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le souhaitent pour échanger sur des questions propres à leur collège. Ces échanges ne constituent pas des assemblées générales, et les frais de ces réunions ne sont pas pris en charge par la coopérative. Les délibérations qui pourraient y être prises n'engagent pas, à ce titre, la personne morale que représente la Société, ses mandataires sociaux ou la communauté des membres.

#### Article 16 : Composition des collèges

Il est constitué au sein de la Société cinq (5) collèges. Les sociétaires relèvent, selon leur qualité, de l'un de ces collèges. Dans le cas présent, les collèges regroupent une ou plusieurs catégories, telles qu'elles sont définies à l'article 11 des présents statuts.

- Collège « Fondateurs » : ce collège regroupe des membres appartenant à la catégorie « Fondateurs ».
- Collège « Producteurs » : ce collège regroupe les membres appartenant à la catégorie « Producteurs ».
- Collège « Partenaires » : ce collège regroupe les membres appartenant à la catégorie « Partenaires ».
- Collège « Collectivités territoriales et leurs groupements » : ce collège regroupe les membres appartenant à la catégorie « Collectivités territoriales et leurs groupements ».
- Collège « Investisseurs » : ce collège regroupe les membres appartenant à la catégorie « Investisseurs ».

#### Article 17 : Répartition dans les collèges

Les collèges sont exclusifs les uns des autres. Aucun sociétaire ne peut relever de plusieurs collèges. En cas d'affectation possible à plusieurs collèges, l'affectation à un collège se fait dans le respect des règles suivantes :

- les fondateurs intègrent par priorité le collège « Fondateurs » ;
- les collectivités territoriales, groupements de collectivités et structures publiques intègrent le collège « Collectivités territoriales et leurs Groupements », même si elles sont parallèlement productrices ou consommatrices des biens et services de la Société.

Dans les cas litigieux, le Conseil d'Administration est habilité, après examen de la candidature, à décider de l'affectation du sociétaire à un collège.

#### Article 18 : Modification de la composition des collèges

La modification des collèges peut être proposée par le Conseil d'Administration ou par au moins vingt pour cent (20 %) du nombre total des associés. La demande de modification doit être motivée et comporter au moins un projet de composition modifiée. La modification est décidée par délibération prise en Assemblée Générale Extraordinaire.

**Article 19 : Modification du nombre de collèges**

Un ou plusieurs nouveaux collèges peuvent être créés sur proposition du Conseil d'Administration ou sur demande d'au moins cinq pour cent (5 %) du total des sociétaires (indépendamment de son nombre de parts sociales). La modification est décidée par délibération prise en Assemblée Générale Extraordinaire.

**Article 20 : Affectation et modification de l'affectation d'un membre dans un collège**

Un sociétaire qui cesse de relever d'un collège mais remplit les conditions d'appartenance à un autre collège peut demander par écrit au Président du Conseil d'Administration à rester sociétaire. Dans ce cas, le transfert est automatique, à la date du constat par le Président du Conseil d'Administration, après réunion du Conseil d'Administration, de la réunion de la ou des conditions requises. Le sociétaire reste dans son collège d'origine jusqu'à ce que le constat soit effectué par le Président du Conseil d'Administration, après réunion du Conseil d'Administration.

**Article 21 : Répartition des droits de vote des collèges pour les assemblées générales et nombre de sièges par collège au Conseil d'Administration**

Collège	Voix aux assemblées générales	Nombre de sièges minimum/maximum au Conseil d'Administration (3 à 11 membres)
Fondateurs	45 %	2/3
Producteurs	25 %	0/2
Partenaires	10 %	0/2
Collectivités territoriales et leurs groupements	10 %	1/2
Investisseurs	10 %	0/2

Lors des assemblées générales de sociétaires, pour déterminer si la résolution est adoptée par l'assemblée conformément aux règles de majorité prévues aux articles 45 et 47 ci-dessous, les résultats des délibérations sont totalisés par collèges de vote auxquels sont appliqués les coefficients ci-dessus, avec la règle de la proportionnalité, de telle sorte que le vote des collèges de vote mentionnés ci-dessus sera reporté au prorata du total des votes positifs et négatifs dudit collège.

Sans préjudice des règles de quorum prévus aux articles 45 et 47 ci-dessous pour la tenue des assemblées générales, chacun des collèges de vote mentionnés ci-dessus devra comporter au moins un membre présent ou représenté pour que les collèges de vote soient considérés comme valablement représentés et que l'assemblée générale puisse valablement se tenir. Par suite, dans le cas où cette

majorité ne serait pas atteinte au cours d'une assemblée générale, le collège de vote concerné sera considéré comme non valablement représentée et ladite assemblée générale ne pourra pas se tenir.

Dans le cas où un ou plusieurs membres sociétaires d'un ou plusieurs collèges mentionnés ci-dessus serai(en)t absent(s) et non représenté(s) lors du vote en assemblée générale, leur vote ne sera pas pris en compte dans le calcul des règles de majorité prévues au présent article et aux articles 45 et 47 ci-dessous.

## **Article 22 : Modification de la répartition des droits de vote**

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges, le Conseil d'Administration ou les sociétaires, dans les conditions prévues aux dispositions des articles 18 et 19, peuvent demander la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges. En cas d'inactivité, de suppression ou disparition d'un collège, les voix attribuées à ce collège sont partagées équitablement entre les autres collèges, sans qu'un collège puisse détenir plus de cinquante pour cent (50 %) des droits de vote, jusqu'à ce qu'une Assemblée Générale Extraordinaire modifie la répartition des droits de vote.

## **TITRE V**

### **CONSEIL D'ADMINISTRATION – DIRECTION GÉNÉRALE**

#### **Article 23 : Conseil d'Administration**

La Société est administrée par un conseil d'administration (le « **Conseil d'Administration** ») composé de trois (3) administrateurs au moins et de onze (11) administrateurs au plus, nommés parmi les sociétaires au scrutin secret et à la majorité des suffrages par l'Assemblée Générale Ordinaire. Tout sociétaire peut présenter sa candidature au Conseil d'Administration. En cas d'égalité de voix entre plusieurs candidats, la priorité sera donnée aux administrateurs n'ayant pas effectué de mandat dans les huit (8) dernières années, soit deux (2) mandats. Si ce critère ne suffit pas, il sera procédé à un tirage au sort entre les candidats concernés. Chaque administrateur doit être à jour de son engagement de souscription. Les administrateurs sont rééligibles. Chaque administrateur doit être, pendant toute la durée de ses fonctions, propriétaire d'au moins une (1) part sociale de la Société.

Dans le cas où un collège n'aurait pas encore de sociétaire en son sein, ou dans le cas où aucun sociétaire d'un collège ne souhaite présenter sa candidature au Conseil d'Administration, un administrateur supplémentaire issu du collège « Fondateurs » pourra être élu.

Dans le cas où un collège n'aurait pas encore de sociétaire en son sein, tout nouveau sociétaire de ce collège pourra alors participer au Conseil d'Administration en tant qu'observateur en attendant la prochaine Assemblée Générale Ordinaire où il pourra présenter sa candidature.

L'organisation de la présentation des candidatures des sociétaires de chaque collège au Conseil d'Administration est arrêtée par le Conseil d'Administration et transmise au plus tard avec la convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les premiers administrateurs sont désignés dans les statuts constitutifs.

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions d'administrateur ne portent pas atteinte au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé avec la Société, qu'il ait été suspendu ou qu'il se soit poursuivi parallèlement à l'exercice du mandat.

Une personne morale peut être nommée administrateur. Pour cela, elle est tenue de désigner un représentant permanent.

Les collectivités territoriales et leurs groupements ne peuvent avoir pour représentant qu'un élu, ou à la demande de cet élu, d'un technicien le représentant. En cas de décès, démission ou révocation de ce représentant, la personne morale administrateur doit en désigner un nouveau dans les meilleurs délais.

#### **Article 24 : Durée des fonctions**

La durée des fonctions des administrateurs est de quatre (4) ans. Les fonctions d'administrateur prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat. Les administrateurs sont rééligibles sans limite de mandat. Si le nombre des administrateurs devient inférieur à trois (3), les administrateurs restants ou, le cas échéant, le Président du Conseil d'Administration doivent réunir immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement en vue de compléter l'effectif du Conseil d'Administration.

#### **Article 25 : Délibérations du Conseil d'Administration**

##### a) Réunions

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige et au deux (2) fois par an. Il est convoqué, par tout moyen, sur un ordre du jour déterminé, par son Président ou la moitié de ses membres. Le Directeur Général peut demander au Président du Conseil d'Administration de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé. En outre, des administrateurs constituant au moins le tiers du Conseil d'Administration peuvent compléter l'ordre du jour de la séance.

##### b) Quorum

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil d'Administration est nécessaire pour la validité de ses délibérations. Seul l'effectif des membres est pris en compte, les collègues dont ils sont issus n'ont aucune incidence sur la validité des délibérations. En cas d'absence de quorum, une deuxième séance du Conseil d'Administration sera convoquée dans les quinze (15) jours avec le même ordre du jour et pourra délibérer valablement sans quorum.

##### c) Représentation

Un membre absent peut être représenté par un autre membre présent. Un membre ne peut représenter qu'un seul autre membre absent.

##### d) Majorité

Au début de la réunion, un secrétaire de séance est désigné parmi les membres du Conseil d'Administration. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président du Conseil d'Administration est prépondérante.

Il est tenu :

- un registre de présence signé à chaque séance par les administrateurs présents,
- un registre des procès-verbaux, lesquels sont signés par le Président du Conseil d'Administration et, en cas d'absence, par le Président de séance désigné à la majorité des membres présents du Conseil d'Administration. Un administrateur au moins, doit également signer le procès-verbal.

### e) Confidentialité des travaux du Conseil d'Administration

Certains éléments évoqués en Conseil d'Administration peuvent revêtir un caractère confidentiel en regard de la concurrence (politique industrielle ou commerciale), de la protection de la vie privée (évocation de cas individuels de salariés), etc. Les membres du Conseil d'Administration s'engagent à préserver la confidentialité de ces travaux.

### **Article 26 : Pouvoirs du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Il peut se saisir de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle, par ses délibérations, les affaires la concernant. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Les membres du Conseil d'Administration peuvent se faire communiquer à cette fin tous les documents qu'ils estiment utiles. Le Conseil d'Administration arrête les comptes annuels. Il valide les demandes d'admission et le retrait des sociétaires sortant, dans les conditions définies dans l'article 13 des présents statuts. Il autorise les cautions, avals et garanties, les conventions entre la Société et un administrateur. Le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général ne peuvent engager la Société par des engagements hors bilan sans en informer préalablement le Conseil d'Administration. Il détermine les modalités d'exercice de la gouvernance de la Société. Il fixe la date de convocation et l'ordre du jour des assemblées générales. Il met à disposition des membres les informations qui leur sont dues, les comptes annuels, l'inventaire et le ou les rapports aux assemblées. Sans que les intéressés prennent part à la décision, il fixe les avantages attribués au Président du Conseil d'Administration et au Directeur Général et, s'il y a lieu, à l'administrateur exerçant une délégation temporaire des fonctions de Président du Conseil d'Administration. Il peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumettent, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

### **Article 27 : Président du Conseil d'Administration**

#### a) Désignation

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président, personne physique, à la majorité absolue. Le Président du Conseil d'Administration est nommé pour la durée de son mandat d'administrateur. Il exerce son mandat à titre gratuit.

Le Conseil d'Administration peut également élire un ou plusieurs Vice-Président(s), personne physique, à la majorité absolue. Le(s) Vice-Président(s) du Conseil d'Administration est(sont) nommé(s) pour la durée de son(leur) mandat d'administrateur. Il(s) exerce(nt) son(leur) mandat à titre gratuit.

#### b) Pouvoirs

Le Président du Conseil d'Administration est le président de la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'Administration. Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Président du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

Le Président du Conseil d'Administration a le pouvoir de convoquer le Conseil d'Administration à la requête de ses membres ou du Directeur Général. Il communique au commissaire aux comptes (si la

Société en est dotée) les conventions autorisées par le Conseil d'Administration. Il transmet aux administrateurs et au commissaire aux comptes (si la Société en est dotée), la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales. Il transmet les orientations aussi bien sociales qu'économiques aux sociétaires, contrôle la bonne gestion, et la mise en œuvre des orientations définies par le Conseil d'Administration, les pouvoirs et obligations liés aux opérations financières et de procédure d'alerte.

### c) Délégations

Dans le cas où le Président du Conseil d'Administration serait dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, notamment pour cause d'absence, il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un administrateur. Cette délégation doit toujours être donnée pour un temps limité. Le Président du Conseil d'Administration ou le Conseil d'Administration peuvent en outre confier tous mandats spéciaux à toute personne, appartenant ou non au Conseil d'Administration, pour un ou plusieurs objets déterminés. Le premier Président du Conseil d'Administration est désigné dans les statuts constitutifs.

## **Article 28 : Direction générale**

### a) Modalités d'exercice

La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Lorsque la Direction Générale est assumée par le Président du Conseil d'Administration, les dispositions des présents statuts relatifs au Directeur Général lui sont applicables.

Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut également élire, à la majorité absolue, une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué. Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués est fixé à trois (3).

### b) Mandat

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'Administration, à la majorité absolue. Le Conseil d'Administration fixe la durée de son mandat (ainsi que, le cas échéant, la durée du mandat du ou des Directeur(s) Général(ux) Délégué(s)) qui peut être déterminée ou indéterminée et, le cas échéant, fixe sa rémunération et limite ses pouvoirs (ainsi que, le cas échéant, celles du ou des Directeur(s) Général(ux) Délégué(s)). Le Directeur Général (ainsi que, le cas échéant, le ou les Directeur(s) Général(ux) Délégué(s)) est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration.

Le premier Directeur Général (ainsi que, le cas échéant, le ou les Directeur(s) Général(ux) Délégué(s)) est désigné dans les statuts constitutifs.

### c) Pouvoirs

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir, aux côtés du Président du Conseil d'Administration, en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'Administration. Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à

moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

## **Article 29 : Observateurs**

### a) Désignation

Tout sociétaire de la Société a la possibilité de devenir observateur au Conseil d'Administration. La demande est formulée auprès du Président du Conseil d'Administration qui en informe le Conseil d'Administration. Le nombre d'observateurs admis à assister aux travaux du Conseil d'Administration est limité à deux (2) par réunion. Lorsque plus de deux (2) sociétaires sont candidats simultanément pour assister aux délibérations du Conseil d'Administration, deux (2) d'entre eux sont choisis par tirage au sort. Les sociétaires qui ne sont pas retenus sont prioritaires pour succéder aux observateurs retenus. Un sociétaire est observateur pour une durée maximale consécutive d'un an.

### b) Pouvoirs

Les observateurs ont un rôle consultatif auprès du Conseil d'Administration. Ils sont une source d'enrichissement des débats, ils relaient des préoccupations qui n'auraient pas été à l'ordre du jour sans leur présence. Les observateurs ne participent pas aux prises de décisions du Conseil d'Administration, ils n'ont pas de droit de vote. Ils peuvent cependant proposer que leurs préoccupations soient inscrites à l'ordre du jour du Conseil d'Administration par lettre simple postale ou électronique adressée au Conseil d'Administration. Ce dernier peut décider de ne pas inscrire à l'ordre du jour cette demande à la majorité, s'il considère qu'elle peut entraver le bon fonctionnement de cette instance. Tout litige survenant entre le Conseil d'Administration et les observateurs, qu'il porte sur leurs modalités de participation ou sur la prise en compte de leurs préoccupations, peut être soumis par l'une ou l'autre des parties à l'assemblée générale la plus proche.

### c) Confidentialité des travaux du Conseil d'Administration

Certains éléments évoqués en Conseil d'Administration peuvent revêtir un caractère confidentiel en regard de la concurrence (politique industrielle ou commerciale), de la protection de la vie privée (évocation de cas individuels de salariés), etc. Les observateurs s'engagent à préserver la confidentialité de ces travaux. Le Conseil d'Administration peut demander aux observateurs de se retirer lorsque sont évoquées les questions les plus sensibles de ce point de vue.

## **Article 30 : Conventions**

### a) Conventions libres et conventions à déclarer

Conformément aux dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue à l'article L. 227-10 du Code de commerce. Cependant, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président du Conseil d'Administration aux membres du Conseil d'Administration lors de la prochaine réunion du Conseil d'Administration et aux commissaires aux comptes au plus tard le jour du Conseil d'Administration arrêtant les comptes de l'exercice écoulé.

### b) Conventions soumises à autorisation préalable

Toute convention intervenant directement ou indirectement entre la Société, son Président du Conseil d'Administration ou son Directeur Général, l'un de ses administrateurs ou l'un de ses sociétaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %), doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration. Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, ou l'un des administrateurs de la Société en est propriétaire, dirigeant ou sociétaire.

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées par l'Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions de l'article L. 227-10 du Code de commerce. Il est interdit aux administrateurs de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements auprès de tiers. Cette interdiction s'applique également aux représentants permanents des personnes morales administrateurs, aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus visées ainsi qu'à toute personne interposée.

PROJET

## TITRE VI

### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES – DISPOSITIONS COMMUNES ET GÉNÉRALES

#### **Article 31 : Nature des assemblées**

Les assemblées générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire.

Le Conseil d'Administration fixe les dates et lieux de réunion des différentes assemblées.

#### **Article 32 : Composition**

Les assemblées générales se composent de tous les sociétaires, quel que soit le nombre de leurs parts sociales. Le droit d'assister ou de se faire représenter aux assemblées générales est subordonné à l'inscription du sociétaire dans les comptes de la Société deux (2) jours au moins avant la date de réunion de l'assemblée générale.

#### **Article 33 : Convocation**

La première convocation de toute assemblée générale est faite par lettre simple postale ou électronique adressée par le Conseil d'Administration, représenté par le Président du Conseil d'Administration, aux sociétaires quinze (15) jours au moins à l'avance et/ou par avis publié dans le département du siège social sur première convocation. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix (10) jours.

#### **Article 34 : Ordre du jour**

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il est commun à l'ensemble des collèges.

Y sont portées les propositions du Conseil d'Administration et celles qui auraient été communiquées au Conseil d'Administration quinze (15) jours au moins à l'avance par des sociétaires représentant au moins cinq pour cent (5 %) des sociétaires répertoriés dans l'annuaire.

#### **Article 35 : Bureau**

L'assemblée est présidée par le Président du Conseil d'Administration, à son défaut par l'administrateur désigné par le Conseil d'Administration. A défaut, elle élit elle-même le président de séance. Le bureau de l'assemblée générale est composé du Président du Conseil d'Administration, de deux scrutateurs désignés parmi les sociétaires non-membres du Conseil d'Administration acceptant cette fonction et d'un secrétaire de séance désigné parmi les membres du Conseil d'Administration.

#### **Article 36 : Feuille de présence**

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collègue, les noms, prénoms et domiciles des sociétaires. Elle est signée par tous les sociétaires présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée exacte par le Président du Conseil d'Administration (ou par celui qui préside l'assemblée générale en lieu et place, le cas échéant), déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

#### **Article 37 : Quorum et majorité**

L'assemblée générale délibère valablement, dans les conditions de quorum et majorité prévues selon la nature des assemblées générales. Les majorités des délibérations se calculent toujours au niveau de l'assemblée générale conformément à ce qui est indiqué aux Titres VII et VIII des présents statuts.

### **Article 38 : Délibérations**

Il ne peut être mis en délibération que les questions portées à l'ordre du jour.

### **Article 39 : Votes**

La désignation des administrateurs est effectuée à bulletins secrets. Pour toutes les autres questions, il est procédé à des votes à main levée, sauf si le vingtième des sociétaires présents en assemblée décide qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

### **Article 40 : Droit de vote**

Chaque sociétaire a droit de vote dans toutes les assemblées générales avec une voix. Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls sont considérés comme des votes hostiles à la résolution.

Le droit de vote de tout sociétaire salarié qui n'aurait pas rempli ses engagements de règlement effectif de sa(ses) part(s) sociale(s) et dont la candidature n'a pas été rejetée par le Conseil d'Administration conformément à l'article 12 b) est suspendu.

### **Article 41 : Vote par correspondance**

Tout sociétaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire sous forme papier ou électronique respectant les normes en vigueur.

Le formulaire de vote par correspondance est envoyé aux sociétaires en même temps que la convocation à l'assemblée générale.

Les bulletins de vote par correspondance reçus jusqu'à la veille du scrutin seront pris en compte.

### **Article 42 : Procès-verbaux**

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux portés sur un registre spécial coté et paraphé. Les procès-verbaux sont signés par le Président du Conseil d'Administration (ou par celui qui préside l'assemblée générale en lieu et place, le cas échéant). Les copies ou extraits de délibérations sont consultables dans les registres à l'adresse du siège social et délivrés et certifiés conformément à la loi.

### **Article 43 : Effet des délibérations**

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des sociétaires et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

### **Article 44 : Pouvoirs**

Un sociétaire empêché de participer personnellement à l'assemblée générale peut se faire représenter par un autre sociétaire de son collègue d'appartenance.

Outre sa propre voix, aucun sociétaire ne peut posséder plus de trois (3) voix.

Dans cette limite, les pouvoirs ne désignant pas de bénéficiaire sont attribués par ordre :

- au Président du Conseil d'Administration,
- aux administrateurs présents,
- aux mêmes collègues d'appartenance, par tirage au sort ou par rotation, dans le cadre des Assemblées Générales Ordinaires,

- jusqu'à épuisement des pouvoirs disponibles, par tirage au sort ou par rotation. Un sociétaire ne peut être représenté que par un autre sociétaire.

## TITRE VII

### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ORDINAIRES

#### Article 45 : Assemblée Générale Ordinaire annuelle : Convocation – Quorum et majorité – Objet

Le Conseil d'Administration est tenu de réunir l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle chaque année, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice. Elle est convoquée par le Conseil d'Administration aux jour, heure et lieu fixés par lui.

L'Assemblée Générale Ordinaire se compose de tous les sociétaires, les votes se réalisent par collèges. Elle est formée de l'assemblée réunissant l'ensemble des collèges.

Le quorum requis pour la tenue d'une Assemblée Générale Ordinaire est, sur première convocation, du quart ( $\frac{1}{4}$ ) des sociétaires ayant droit de vote. Les sociétaires représentés ayant voté par procuration ou les sociétaires ayant voté par correspondance sont considérés comme présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale Ordinaire est convoquée. Elle doit se tenir au plus tôt quinze (15) jours après l'envoi de la convocation. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des sociétaires présents ou représentés calculées selon les modalités précisées à l'article 21 des présents statuts. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls enregistrés au sein de chaque collège sont décomptés comme des votes hostiles à l'adoption de la résolution proposée.

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle :

- fixe les orientations générales de la Société,
- prend connaissance de la liste des nouveaux sociétaires,
- élit les membres du Conseil d'Administration, peut les révoquer et contrôle leur gestion,
- approuve les conventions passées par la Société et soumises aux dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce,
- désigne, si besoin, les commissaires aux comptes,
- approuve ou redresse les comptes,
- décide de l'affectation des excédents nets de gestion proposée par le Conseil d'Administration dans les conditions décrites à l'article 53,
- peut décider l'émission de titres participatifs,
- donne au Conseil d'Administration les autorisations nécessaires au cas où les pouvoirs de celui-ci seraient insuffisants.

L'Assemblée Générale Ordinaire entérine les décisions du Conseil d'Administration conformément aux dispositions des présents statuts.

Elle peut adopter un règlement intérieur destiné à compléter et à préciser les présents statuts.

D'une manière générale, elle se prononce sur tous les intérêts de la Société et prend toutes décisions autres que celles réservées à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

#### **Article 46 : Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement**

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine Assemblée Générale Ordinaire annuelle. Elle est convoquée soit par le Conseil d'Administration, représenté par le Conseil d'Administration, soit, le cas échéant, par les commissaires aux comptes, un administrateur provisoire ou un liquidateur.

Le Conseil d'Administration, représenté par le Président du Conseil d'Administration, doit également convoquer l'Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement quand celle-ci est demandée par des sociétaires représentant ensemble au moins cinq pour cent (5 %) des sociétaires. La demande doit être accompagnée d'un projet d'ordre du jour et d'un projet de résolution.

Ses règles de quorum et de vote sont celles qui sont prévues pour l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

### **TITRE VIII**

#### **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

##### **Article 47 : Convocation - Quorum et majorité - Objet**

Une Assemblée Générale Extraordinaire peut être demandée au Conseil d'Administration par des sociétaires représentant au moins cinq pour cent (5 %) des sociétaires répertoriés dans l'annuaire des sociétaires de la Société.

Le quorum requis pour la tenue d'une Assemblée Générale Extraordinaire est, sur première convocation, du tiers ( $\frac{1}{3}$ ) des sociétaires ayant droit de vote. Les sociétaires représentés ayant voté par procuration ou les sociétaires ayant voté par correspondance sont considérés comme présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire, qui ne peut se tenir que quinze (15) jours au plus tôt après l'envoi de nouvelles convocations, peut délibérer valablement si des sociétaires représentant ensemble le quart ( $\frac{1}{4}$ ) au moins des droits de vote pouvant s'exercer à l'Assemblée Générale Extraordinaire y sont présents ou représentés.

À défaut de ce quorum, la deuxième Assemblée Générale Extraordinaire peut être prorogée de deux (2) mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers ( $\frac{2}{3}$ ) des voix des membres présents ou représentés, calculée selon les modalités précisées à l'article 21 des présents statuts. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls sont décomptés comme des votes hostiles à l'adoption de la résolution proposée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut :

- modifier les statuts de la Société,
- créer de nouvelles catégories de sociétaires,
- modifier les droits de vote au sein de chaque collège, ainsi que la composition et le nombre des collèges,

- entériner les décisions du Conseil d'Administration conformément aux dispositions des présents statuts,
- prononcer la dissolution de la Société.

## TITRE IX

### COMMISSAIRE AUX COMPTES – RÉVISION COOPÉRATIVE

#### Article 48 : Commissaire aux comptes

Si la Société dépasse, à la clôture d'un exercice social, deux des trois seuils visés par l'article L. 227-9-1 du Code de commerce, l'Assemblée Générale Ordinaire désigne dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, un commissaire aux comptes titulaire.

Lorsque le commissaire aux comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont désignés dans les mêmes conditions.

Les sociétaires peuvent également décider de nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes même si la Société ne remplit pas lesdits critères.

La durée des fonctions des commissaires est de six (6) exercices. Elles sont renouvelables.

Lorsqu'ils ont été désignés, les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confère la loi.

Le cas échéant, ils sont convoqués à toutes les réunions du Conseil d'Administration qui examinent ou arrêtent les comptes annuels ou intermédiaires ainsi qu'à toutes les assemblées de sociétaires.

La convocation est faite par lettre recommandée avec avis de réception ou électroniquement.

#### Article 49 : Révision coopérative

La Société fera procéder tous les cinq (5) ans à la révision coopérative prévue par l'article 13 du décret n° 2002-241 du 21 février 2002 renvoyant au décret n° 84-1027 du 23 novembre 1984.

#### Article 50 : Exercice social

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre, sauf pour le premier exercice qui débutera à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera au 31 décembre 2023.

#### Article 51 : Documents sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

À la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et des charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. L'état des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé au bilan, en ce compris l'ensemble des engagements pris hors bilan.

Dans les conditions déterminées par la loi, le Conseil d'Administration établit le rapport de gestion qui décrit la situation de la Société durant l'exercice écoulé, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, les perspectives et évolutions possibles.

Le bilan, le compte de résultats et l'annexe, sont mis à disposition des commissaires aux comptes (si la Société en est dotée) un mois au moins avant la date de convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Ils sont présentés à cette assemblée en même temps que les rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes.

Quinze (15) jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, tout sociétaire peut prendre connaissance au siège social de ces documents.

Jusqu'au cinquième (5ème) jour inclusivement avant ladite assemblée, le sociétaire peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

#### **Article 52 : Excédents nets**

Les excédents nets de gestion sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

#### **Article 53 : Répartition des excédents nets**

La décision de répartition est prise par le Conseil d'Administration, sur proposition du Président du Conseil d'Administration, avant la clôture de l'exercice concerné et ratifiée par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Le Président du Conseil d'Administration, le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale Ordinaire sont tenus de respecter les règles suivantes :

- Quinze pour cent (15 %) du total des excédents est affecté à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital social ;
- au moins cinquante pour cent (50 %) des excédents restants après dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire impartageable. Il peut être ensuite versé un intérêt aux parts sociales dont le montant sera déterminé par l'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration. Il ne peut être supérieur au taux de rendement moyen des obligations des sociétés privées majoré de deux (2) points.

Toutefois, les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la Société par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages ou intérêts servis en application des articles 11 et 11 bis de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947.

#### **Article 54 : Paiement des intérêts**

Le paiement des intérêts se fait dans les trois (3) mois qui suivent l'Assemblée Générale Ordinaire.

#### **Article 55 : Impartageabilité des réserves**

Quelles que soient leur origine et/ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais, ni être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ou à l'élévation de la valeur

nominale des parts, ni être utilisées pour libérer des parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, aux sociétaires ou salarié-e-s de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

## TITRE X

### TRANSFORMATION – DISSOLUTION – ARBITRAGE

#### **Article 56 : Perte de la moitié du capital social**

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions indiquées dans les présents statuts, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

#### **Article 57 : Recapitalisation de la Société**

Sur proposition du Conseil d'Administration, une recapitalisation du capital social par les sociétaires peut être soumise à décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, sous contrôle du commissaire aux comptes (si la Société en est dotée). La recapitalisation doit être votée à la majorité absolue des sociétaires présents et représentés. Elle engage la totalité des sociétaires et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

#### **Article 58 : Expiration de la Société – Dissolution - Liquidation**

À l'expiration de la Société, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale Extraordinaire règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après extinction du passif et paiement des frais de liquidation, les sociétaires n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, sous déduction, le cas échéant de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties, si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes.

La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, que lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que lorsque le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

#### **Article 59 : Adhésion - Arbitrage**

La Société adhère à la Confédération Générale des Scop, dont le siège social est à Paris 17ème, 37 rue Jean Leclaire, et à l'Union régionale des Scop de l'Ouest. Cette adhésion emporte adhésion au règlement de la commission d'arbitrage du Mouvement coopératif de production.

En conséquence, toutes contestations qui pourraient s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les sociétaires ou anciens sociétaires et la Société, soit entre les sociétaires ou anciens sociétaires eux-mêmes, soit entre la Société et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la Société et ses sociétaires ou anciens sociétaires ou une autre coopérative, seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage du Mouvement coopératif de production. Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant les juridictions compétentes.

Pour l'application du présent article, tout sociétaire doit faire élection de domicile dans le département du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. À défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République du tribunal de grande instance du siège social de la Société.

PROJET

## TITRE XI

### IMMATRICULATION – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

#### **Article 60 : Jouissance de la personnalité morale de la Société – Immatriculation au Registre du commerce et des sociétés**

Conformément à la loi, la Société ne jouira pleinement de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation définitive au Registre du commerce et des sociétés. Le Président du Conseil d'Administration ou le Directeur Général est tenu, dès à présent, de remplir toutes les formalités nécessaires à cette disposition.

#### **Article 61 : Publicité - Pouvoirs**

Tous pouvoirs sont donnés au Président du Conseil d'Administration ou au Directeur Général, et à toute personne qu'ils délègueront à l'effet de réaliser les opérations permettant l'existence légale de la Société. À cet effet, passer et signer tous actes, souscrire tous engagements et généralement faire tout le nécessaire.

PROJET

## ANNEXE

### 1. Désignation des premiers membres du Conseil d'Administration

Sont nommés premiers membres du Conseil d'Administration pour une durée de 4 ans prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés à tenir dans l'année 2027 pour statuer sur les comptes de l'exercice qui se clôtura le **31 décembre 2026**

- Etablissement public, organisme consulaire **Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc**  
Siège social 52 avenue des îles, 74000 Annecy  
Enregistré sous le n° SIRET 13001692600011  
Représenté aux présentes par **XXX, statut**
- La Société **Ceinture Verte Groupe**  
SAS.au capital de 40 000,00 Euros  
Siège social 2 Rue Camille Claudel 26100 Romans-sur-Isère  
Immatriculé au RCS de Romans Sous le numéro 891 002 628  
Représenté aux présentes par **Ivan Collombet, Directeur général**
- **EPCI**  
Représenté aux présentes par **XXX, statut**

### 2. Désignation du premier Président du Conseil d'Administration

Est nommé premier Président du Conseil d'Administration pour une durée de 4 ans prenant fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés à tenir dans l'année 2027 pour statuer sur les comptes de l'exercice qui se clôtura le 31 décembre 2026 :

**Monsieur XXX**  
Né le **XXX** à **XXX**,  
De nationalité française  
demeurant à **XXX**

**Monsieur XXX** dispose, conformément aux statuts, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société et pour la représenter à l'égard des tiers.

**Monsieur XXX** accepte les fonctions de Président qui viennent de lui être confiées et déclare n'exercer aucune autre fonction, ni être frappé d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

**Monsieur XXX** pourra percevoir une rémunération dont les modalités de fixation et de règlement seront déterminées par une décision ultérieure dans les formes prévues aux présents statuts. Il sera remboursé sur présentation de justificatifs de ses frais de mission, réception, exposés dans l'intérêt de la Société.

### 3. Désignation du premier Directeur Général

Est nommé premier Directeur Général :

**Monsieur XXX**  
né le **XXX**

de nationalité française  
demeurant à **XXX**

**Monsieur XXX** dispose, conformément aux statuts, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société et pour la représenter à l'égard des tiers.

**Monsieur XXX** accepte les fonctions de Directeur Général qui viennent de lui être confiées et déclare n'exercer aucune autre fonction, ni être frappé d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

**Monsieur XXX** pourra percevoir une rémunération dont les modalités de fixation et de règlement seront déterminées par une décision ultérieure dans les formes prévues aux présents statuts. Il sera remboursé sur présentation de justificatifs de ses frais de mission, réception, exposés dans l'intérêt de la Société.

PROJET

**ANNEXE 2  
 LISTE DES SOUSCRIPTEURS**

**CEINTURE VERTE DE HAUTE-SAVOIE**

Société coopérative d'intérêt collectif  
 Par actions simplifiée à capital variable  
 Siège social :

40 Rue du Terraillet, 73190 Saint-Baldoph  
 RCS CHAMBERY

Liste des futurs associés et état des sommes versées par chacun d'eux à la Société CEINTURE VERTE DE HAUTE-SAVOIE et déposées, par cette dernière, pour le compte de la société en formation, à la banque Crédit Agricole centre France.

N° d'ordre	Nom, prénom et domicile des souscripteurs	Actions souscrites	Montant total	Versement
1	Chambre d'Agriculture Savoie Mont-Blanc Représentée par XXX	1000	100 000	
2	Groupe Ceinture Verte France Représenté par Ivan Collombet, Directeur général	200	20 000	
3	EPCI	...	...	
4	EPCI	...	...	
5	EPCI	...	...	
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
<b>Total des actions</b>		<b>XXX</b>	-	-
<b>Total de la souscription</b>			<b>XXX €</b>	<b>XXX €</b>
<b>Total des versements</b>				<b>XXX €</b>

La présente liste et le présent état sont certifiés exacts par le XXX, futur président du Conseil d'Administration.

Fait à [\*\*\*]  
 Le [\*\*\*]

En [\*\*\*] exemplaires originaux dont [\*\*\*] pour l'enregistrement et le dépôt au Registre du commerce et des sociétés.

Signatures des sociétaires

PROJET